

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 29/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MATERIAUX BAIE DE SEINE**

lieu-dit LES GABIONS port 1387  
76700 Gonfreville-l'Orcher

Références : A renseigner par l'UDLH  
Code AIOT : 0005800486

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2023 dans l'établissement MATERIAUX BAIE DE SEINE implanté lieu-dit LES GABIONS port 1387 76700 Gonfreville-l'Orcher. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contrôles des plateformes de valorisation des mâchefers issus de l'incinération du secteur havrais (gestion et valorisation des lots de graves de mâchefer).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MATERIAUX BAIE DE SEINE
- lieu-dit LES GABIONS port 1387 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005800486

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MBS est autorisée à exploiter une installation de traitement de mâchefers d'incinération de déchets non dangereux (MIDND) par arrêté préfectoral du 02 juillet 1999.

Le site est certifié ISO 9001 et 14001.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Gestion des graves de mâchefer

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Critères de recyclage au sein d'ouvrage routier	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 4 et ANNEXE	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Fiche de données environnementales	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12	Lettre de suite préfectorale	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Elaboration (Tri, extraction) - Formulation (Mélange et interdiction)	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article articles 6 et 10	Sans objet
3	Registre de sortie des	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	graves de mâchefer		
5	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que la gestion séparée des lots périodiques de mâchefers et de graves est correctement assurée. Le registre traçant la sortie des mâchefers vers les chantiers de valorisation est conforme et comporte tous les éléments attendus.

Néanmoins, l'inspection a constaté que les chantiers correspondants aux numéros de fiches 17 et 52 n'étaient pas des ouvrages routiers au sens de l'Arrêté du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux.

Elle informe l'exploitant qu'une note de la DGPR (cf.PC n°1) permet l'extension de ces usages routiers aux plateformes économiques dans des conditions plus restrictives que l'arrêté ministériel et demande à l'exploitant que ces conditions soient vérifiées concernant ces deux chantiers (Demandes n°1.1, 1.2 et 1,3, délai 2 mois) et il doit également faire évoluer ces fiches de données environnementales et documents d'information en conséquence (Demande n°2).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Critères de recyclage au sein d'ouvrage routier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 4 et ANNEXE
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les lots périodiques de MIDND qui peuvent être recyclés au sein d'ouvrages routiers sont les lots périodiques servant à l'élaboration de matériaux alternatifs et de matériaux routiers dont les caractéristiques mécaniques sont conformes aux normes de spécifications d'usage en vigueur concernant les usages routiers visés et dont les caractéristiques environnementales respectent les critères de recyclage définis à l'annexe du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'inspection a consulté par sondage les documents relatifs à deux chantiers réalisés en 2023 dont l'usage identifié dans le registre de sortie des mâchefer 2023 est "remblais techniques" (Fiche de traçabilité n°17 et 52 transmises à l'inspection par courriel du 12 janvier 2024).  L'inspection constate que les usages pratiqués sur ces chantiers ne sont pas des usages routiers au sens de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 (et son guide d'application - SETRA

octobre 2012) relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux dans la mesure où il ne s'agit pas d'ouvrage supportant un trafic routier ou situé dans l'emprise routière et dont la construction a été rendue nécessaire par l'existence de l'infrastructure.

Les usages constatés sont des usages de réalisation de plateforme, parking ou piste au sein d'établissements agricoles dont l'un d'eux reçoit également du public (Ecurie). L'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 et son guide d'application ne sont pas applicables à ce type d'usage. Par ailleurs l'exploitant a déclaré lors de la visite ne pas être informé sur la possible existence de puits ou sources pour l'abreuvement des animaux ou l'arrosage des lieux sur ces deux sites.

Néanmoins, la note BPGD du 26 mars 2016 n°114131 précise la nature des ouvrages de travaux publics dont l'examen de l'acceptabilité environnementale est comparable aux ouvrages routiers.

Elle permet d'utiliser des spécifications adaptées des guides: les matériaux qui respectent le référentiel environnemental associé aux usages de type 2 peuvent être utilisés sur les plateformes d'activités économiques (qui inclut les activités agricoles) dès lors que la plateforme est revêtue. Un ouvrage routier est réputé revêtu si sa couche de surface est réalisée à l'aide d'asphalte, d'enrobés bitumineux, d'enduits superficiels d'usure, de béton de ciment ou de pavés jointoyés par un matériau lié et si elle présente en tout point une pente minimale de 1 %.

Par courriel du 12 janvier 2024, l'exploitant a transmis des informations partielles concernant la mise en œuvre du revêtement relatif aux travaux de la fiche 17. La nature du revêtement ne fait pas partie de la liste ci-dessus et il n'est pas précisé si toute la surface est revêtue.

Les plans et coupes de mise en œuvre n'ont pas été transmis, les pentes ne sont pas précisées.

**Demandes n°1 : il est demandé à l'exploitant :**

**1.1- de vérifier que les travaux relatifs aux fiches 17 et 52 ont bien été revêtus à l'aide d'asphalte, d'enrobés bitumineux, d'enduits superficiels d'usure, de béton de ciment ou de pavés jointoyés par un matériau lié et si elle présente en tout point une pente minimale de 1 %et de transmettre les justificatifs à l'inspection (plan de mise en œuvre par exemple) (délai 2 mois);**

**1.2- de veiller à respecter les critères spécifiques aux usages pour des chantiers de plateformes d'activités économiques (dont les ouvrages agricoles) qui doivent être revêtus. A défaut une étude de l'acceptabilité environnementale des matériaux doit être réalisée par chantier et soumise à l'avis de l'inspection. Une telle étude semble être nécessaire pour le chantier relatif à la fiche 17 (délai 2 mois).**

**1.3- d'identifier l'usage potentiel de ressources en eau privées sur les chantiers de plateformes de type agricole (en particulier sur les chantiers 17 et 52, cette information est transmise à l'inspection, délai 2 mois).**

**1.4 Afin de satisfaire à ces exigences, il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son modèle de fiche de visite pour les plateformes économiques, et de transmettre le document à l'inspection (délai 2 mois).**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2mois

**N° 2 : Elaboration (Tri, extraction) - Formulation (Mélange et interdiction)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article articles 6 et 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Art.6 Dans le but de satisfaire aux dispositions du présent arrêté, il est interdit de procéder à : ☐ un mélange de MIDND issus de lots périodiques différents ; ☐ une dilution de MIDND avec d'autres substances ou objets ; ☐ une stabilisation de MIDND.  Art.10 ... La phase d'élaboration au sein de l'installation de maturation et d'élaboration (IME) comprend a minima un tri permettant d'extraire les matières indésirables dans le matériau routier, en particulier les métaux et les imbrûlés de grande taille. La durée de la phase d'élaboration ne peut excéder un an. La phase de formulation ne peut envisager le mélange de matériaux alternatifs élaborés à partir de lots périodiques issus de plusieurs installations de traitement thermique de déchets non dangereux. La durée de stockage dans l'installation des matériaux alternatifs ou routiers ne peut excéder trois ans.
<b>Constats :</b>  Depuis 2021, l'exploitant a installé un nouveau crible en aval du trommel afin de produire de manière optionnelle une fraction fine dans laquelle il est possible d'extraire plus de métaux non ferreux fins et qui réduit le risque de présence d'alumine. L'inspection a constaté lors de la visite que ce crible a été intégré dans la chaîne de traitement sans modification de l'emplacement des autres équipements et n'est pas susceptible d'être à l'origine d'émission sonore ou de poussière supplémentaire.  Lors de la visite l'inspection a constaté la gestion séparée des lots suivants : Case 7 - Graves et sables du lot 07/23 Sy Type V2, graves des lots 05/23 Urbaser V2, 03/23 Sy V2 (non commercialisable car encore dans l'attente des résultats de mesures de leur teneur intrinsèques en polluant dont la réalisation incombe au producteur) ; Case 6 - 06/23 Sy V1; Cases 5 et 4 le lot de MIDND 07/23 Sy en cour de traitement; Case 3 les lots de MIDND 09/23 Sy et 10/23 Sy. Selon l'exploitant ces lots ont déjà fait l'objet d'une classification et seraient de type V2. Néanmoins l'inspection note que ces deux lots sont touchants. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit veiller à maintenir la séparation des lots à tout moment en particulier les lots issus d'installations de traitement thermique différentes. Par courriels du 12 et 24 janvier 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports d'analyses des lots : Sy 03/23 dont les résultats (Polluants intrinsèques et lixiviation) sont conformes au type 2; Sy 09/23 et 10/23 résultats en polluants intrinsèques conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Registre de sortie des graves de mâchefer

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre de sortie, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation : <input type="checkbox"/> le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; <input type="checkbox"/> le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers ; <input type="checkbox"/> le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; <input type="checkbox"/> le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; <input type="checkbox"/> la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; <input type="checkbox"/> la quantité de matériau routier quittant l'installation ; <input type="checkbox"/> la date de sortie de l'installation ; <input type="checkbox"/> l'usage routier effectif ; <input type="checkbox"/> le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier. Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Une procédure d'assurance de la qualité liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et le transporteur est établie à l'initiative de l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le contenu du registre de sortie des mâchefers en cours pour l'année 2023 consulté lors de la visite et transmis à l'inspection par courriel du 12 janvier 2024 est conforme aux exigences de contenu établies par l'article 10 de l'arrêté du 18 novembre 2011.  La procédure d'assurance de la qualité de recyclage de mâchefer d'incinération (Versions du 24/11:2023 remise à l'inspection le jour de la visite) prévoit au point 6.6 les conditions de sortie des mâchefer et d'emploi sur un chantier, les documents types annexes 1, 2 et 3 associés liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et le transporteur. L'inspection a consulté par sondage les documents relatifs au chantiers n°17 et 52.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Fiche de données environnementales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant la livraison sur le chantier routier ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une

<p>série de livraisons d'un même matériau routier, l'exploitant fournit à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers une fiche de données environnementales indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ les usages routiers autorisés compte tenu des caractéristiques environnementales du matériau routier et des matériaux alternatifs entrant dans sa composition ;</li> <li>■ les limitations d'usage liées à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier ainsi que celles liées à la mise en œuvre du matériau routier.</li> </ul> <p>Sont annexés à cette fiche les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants mentionnées à l'article 4.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté les fiches de données environnementales et les analyses relatives à la teneur en polluants intrinsèques et au comportement à la lixiviation associées des lots envoyés sur les chantiers 17 et 52.</p> <p>Les lots utilisés sont conformes au type 2 tel que mentionné dans la fiche d'usage.</p> <p>S'agissant de chantiers non routier de type "Plateforme économique" la note d'extension des usages routiers décrite au point de contrôle n°1 prévoit que les matériaux de type 2 utilisés en aménagement de plateforme soient revêtus. Le revêtement est préconisé dans la fiche 52 mais pas dans la fiche 17.</p> <p><b>Demande n°2 = demande n°1.4 du PC n°1.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2mois</p>

#### N° 5 : Traçabilité des déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission</p>



des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.

**Constats :**

L'établissement dispose bien d'un compte Trackdéchet (SIRET n°39492687700017) nécessaire à l'édition des bordereaux de suivi des déchets dangereux générés par le site mais ne dispose pas d'un compte dans le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS cf. lien <https://rndts-diffusion.developpement-durable.gouv.fr/fr/reglementation>).

L'établissement reçoit des déchets non dangereux issus de l'incinération mais n'exploite pas une installation d'incinération et n'est donc pas soumis à l'obligation de déclaration des mâchefers ou des graves au RNDTS.

L'exploitant a déclaré ne pas procéder au transit ou regroupement de terres excavées ou sédiments.

En ce qui concerne la déclaration des déchets dangereux, l'utilisation de l'outil Trackdéchet est réputé satisfaire cette déclaration.

**Type de suites proposées :** Sans suite